

REPUBLIQUE DU CONGO



Ministère des Finances et du Budget

Caisse Congolaise d'Amortissement

Rapport Annuel sur la Dette Publique Année 2020

Caisse Congolaise d'Amortissement

410EAvenue du Cardinal Emile BIAYENDA, BP 2090 Brazzaville - République du Congo
Tél. : + 242- 281-58-70 ; Fax. : +242-58-53-36 Email : caissecca@gmail.com

SOMMAIRE

Abréviations 3

I. Mission de la CCA 4

Chiffres clés de la dette 5-6

II. Environnement Macroéconomique 7

A- Environnement international ;

B- Environnement national.

III. Encours de la dette 9

A- Présentation de l'encours ;

B- Le stock des arriérés

C- Evolution de l'encours ;

IV. Nouveaux engagements 2020 14

V. Les décaissements 15

VI- Les Soldes engagés non encore décaissés 17

VII- Remboursement de la dette

VIII- Analyse du portefeuille de la dette publique au 31/12/20 19

i. composition du portefeuille 19

ii. indicateurs de la qualité du portefeuille 23

iii. couts et risques du portefeuille 24

IX- Conclusion et Stratégie future de la dette 27

Annexes 30

Abréviations

BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BTA	Bon du Trésor Assimilable
CCA	Caisse Congolaise d'Amortissement
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FMI	Fonds Monétaire International
DEPI	Direction des Etudes, de la prévision et de l'informatique
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
Md FCFA	Milliard de FCFA
MI FCFA	Million de FCFA
OTA	Obligation du Trésor Assimilable
SDMT	Stratégie de Dette à Moyen Terme
PIB	Produit Intérieur Brut
CNDP	Comité National de la Dette Publique
FEC	Facilité Elargie de Crédit
SEND'S	Solde Engagés Non Décaissés

I- MISSIONS DE LA CAISSE CONGOLAISE D'AMORTISSEMENT

L'ordonnance-loi n°30-71 du 06 /12 /1971, portant création d'une Caisse Congolaise d'Amortissement des emprunts souscrits par la République populaire du Congo a mis en place une Caisse autonome chargée de la gestion de la dette publique en République du Congo.

La Caisse Congolaise d'Amortissement en sigle CCA ainsi créée, est un établissement public à caractère financier doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Le texte fondateur de 1971 a fait l'objet d'une actualisation au début des années 2000. Le nouveau texte (Ordonnance n°6-2001 du 5 février 2001) qui prend en compte les différentes évolutions législatives et réglementaires intervenus tant au niveau sous-régional que national, modifie et complète les dispositions du texte d'origine.

La structure en charge de la gestion de la dette publique (CCA), est placée sous la tutelle du ministère en charge des Finances et bénéficie de la garantie du Trésor public de la République du Congo. Elle est chargée de :

- Procéder, pour le compte de l'Etat, aux emprunts à moyen et à long terme, sur le marché national et international ;
- Contrôler l'émission de tout emprunt public contracté en dehors d'elle ;
- Assurer la gestion des fonds d'emprunts à moyen et long terme ;
- Assurer le service de la dette à l'aide des fonds versés par le Trésor Public ;
- Proposer, au gouvernement, une politique d'endettement public conforme aux orientations du plan national de développement économique et social et aux ressources fiscales ;
- Contrôler les émissions des emprunts des organismes publics et des sociétés d'Etat ou d'économie mixte ;
- Effectuer le placement des excédents des ressources de l'Etat ou des fonds d'emprunt en attente d'affectation.
- Assurer le secrétariat permanent du Comité National de la Dette publique.

Outre la gestion de la dette publique, la CCA est notamment chargée d'effectuer la liquidation de l'actif et du passif de tout établissement public de crédit qui lui est confiée et de la gestion des dépôts et fonds spéciaux ainsi que de tout disponible confié par l'Etat ou une entité publique.

Chiffres clés

Dette publique

		2019	2020
Dette publique	• Encours (Md FCFA) • % du PIB	6134,91 92%	6016,50 98%
Dette publique Extérieure	• Encours (Md FCFA) • % du PIB • Part en % de l'encours	4278,02 64% 69%	3767,42 63% 62%
Dette publique Intérieure	• Encours (Md FCFA) • % du PIB • Part en % de l'encours	1856,89 27% 30%	2249,08 37% 37%

PIB : 6111 Milliards

UDS de FCFA. Au 31/12/2020

Dette publique Extérieure

		2019	2020
Coût et Risque	• Coût apparent • Durée de Vie Moyenne (années) • Part de la dette à taux variables	24,76% 4,8 18 ,5 %	4,8% 5,6% 18,5%
Structure par Bailleurs	• Bilatéraux • Multilatéraux • Commerciaux	44,61% 9,67% 45,72%	42% 12,11% 45,89%
Structure en Devises	• $US • FCFA & EUR • Autres	86,88% 10,93% 2,19%	69% 20% 3%

II- ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

A. Environnement international

Les perspectives de l'économie mondiale se sont considérablement améliorées ces derniers mois, avec le déploiement progressif de vaccins efficaces, l'annonce de relance budgétaire supplémentaire dans certains pays et l'apparition de signaux indiquant que les économies réagissent mieux face aux mesures de lutte contre la COVID-19.

En effet, dans le groupe **des pays avancés**, le PIB devrait se contracter de 8,0 % en 2020, soit de 1,9 points de pourcentage de plus que ce qui avait été envisagé dans les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2020. L'activité semble avoir été plus touchée que prévu au cours du premier semestre, avec des signes de distanciation physique volontaire avant même que les premières mesures de confinement soient décidées. Cela laisse également entrevoir une reprise plus progressive au second semestre.

Dans **les pays émergents et les pays en développement** par contre, le coup porté à l'activité par les perturbations intérieures devrait se rapprocher du scénario pessimiste esquissé en avril, neutralisant largement le regain d'optimisme des marchés financiers. Cette détérioration traduit aussi les retombées plus importantes que prévu de la baisse de la demande extérieure. La révision à la baisse des perspectives de croissance des pays émergents et des pays en développement pour 2020–2021 (2,8 points de pourcentage) est plus marquée que pour les pays avancés (1,8 point de pourcentage). Si l'on exclut la Chine, cette révision à la baisse est de 3,6 points de pourcentage.

Le groupe des pays émergents et des pays en développement pris dans son ensemble devrait connaître une contraction de son PIB de 3% en 2020, soit de 2 points de pourcentage de plus que prévu dans les PEM d'avril 2020. Le PIB des pays en développement à faible revenu devrait se contracter de 1,0 % en 2020, soit un résultat inférieur de 1,4 point de pourcentage aux prévisions des PEM d'avril 2020, mais avec des différences entre pays. Si l'on exclut un petit nombre de grands pays pré émergents, le reste du groupe des pays en développement à faible revenu devrait connaître une contraction de 2,2 % en 2020. Pour la première fois, toutes les régions devraient voir leur économie se contracter en 2020.

Toutefois, des différences notables sont observées parmi les pays, en fonction de l'évolution de la pandémie et de l'efficacité des mesures d'endiguement ; de la structure économique (par exemple, le poids dans l'économie de secteurs gravement touchés, comme le tourisme ou le pétrole) ; de la dépendance à l'égard de flux financiers d'origine étrangère, y compris des envois de fonds ; et de la tendance de la croissance avant la crise. En Chine, où l'économie se redresse après la forte contraction du premier trimestre, la croissance devrait atteindre 1,0 % en 2020, en partie grâce à des mesures de relance. L'économie indienne devrait se contracter de 4,5 %, à l'issue d'une période de confinement plus longue et d'une reprise plus lente que ce qui avait été prévu en avril.

En Amérique latine, où la plupart des pays ont encore du mal à maîtriser l'épidémie, les deux plus grandes économies, le Brésil et le Mexique, devraient se contracter respectivement de 9,1 % et 10,5 % en 2020. Les perturbations liées à la pandémie, ainsi que la forte baisse du revenu disponible des exportateurs de pétrole consécutive à la chute spectaculaire des cours, vont causer de profondes récessions en Russie (–6,6 %), en Arabie saoudite (–6,8 %) et au Nigéria (–5,4 %), tandis que les résultats économiques de l'Afrique du Sud (–8,0 %) pâtiront fortement de la crise sanitaire.

B. L'environnement national

L'économie congolaise connait une récession suite à la mauvaise performance du secteur pétrolier, due à la chute de la production et des prix mondiaux du pétrole, ajoutée aux mesures prises pour contenir la pandémie de COVID-19 (confinement, fermeture des frontières, couvre-feu, fermeture des commerces non essentiels…). Sous la période en revue, la croissance de l'économie du Congo s'est dégradée de l'ordre de 6,8%, après avoir perdu 0,6% en 2019.

En ce qui concerne le secteur hors pétrole, celui-ci s'est contracté de 11 % avec des baisses importantes des activités dans tous les secteurs : la construction (–9,9 %), le commerce, la restauration et l'hôtellerie (–18,2 %), les industries manufacturières (–8,2 %) et les autres services (–15,7 %). La demande intérieure, les investissements et les exportations se sont effondrés.

Néanmoins, l'inflation est restée sous contrôle à 2,4 %, contre 2,2 % en 2019. En raison du financement des plans d'intervention sanitaire et de soutien à l'économie, l'excédent budgétaire s'est réduit en passant d'un taux de 4,8 % du PIB en 2019 à 0,6 % en 2020.

Cependant, la perte de vitesse des exportations de pétrole a engendré un déficit de la balance courante de 4,2 % du PIB en 2020, alors qu'elle affichait un excédent de 2,3 % du PIB en 2019.

L'économie congolaise devrait rebondir en 2021 et 2022 si l'économie mondiale repart également, ce qui suppose la modération de la pandémie. Le PIB réel devrait croître de 1,2% en 2021 et de 1,5 % en 2022.Cette relance devrait être menée par la hausse de la production de pétrole, la croissance des services et la reprise des investissements. L'inflation devrait être de 2,6 % en 2021 et de 2,8 % en 2022.

Le solde budgétaire devrait être excédentaire de 0,4 % du PIB en 2021 et de 0,7 % en 2022. Le déficit de la balance courante devrait être maîtrisé à 3,0 % du PIB en 2021 et 3,5% en 2022. Cependant, une poursuite de la pandémie au-delà du premier semestre de 2021 ferait échouer ce scénario par le maintien à un bas niveau des prix du pétrole, et l'augmentation de la pression sur les comptes budgétaires et extérieurs, ainsi que sur le secteur financier congolais, largement tributaire des recettes du pétrole.

La situation de la dette publique congolaise est préoccupante. Le stock de la dette publique a augmenté en moyenne de 15% par an entre 2014 et 2018, en lien avec le programme d'investissement public lancé pour accélérer la municipalisation du territoire national. L'encours de la dette, qui représentait 92% du PIB à fin 2019, est passé à 98% du PIB en 2020.

Le Congo n'ayant pas trouvé d'accord avec ses créanciers privés, le pays n'a pas pu relancer le programme de réformes économiques et financières entrepris avec le FMI au deuxième semestre 2019. Par conséquent, le Congo n'a pas pu recevoir les financements externes attendus de ses partenaires au développement. La restructuration de la dette devrait se révéler essentielle à court et moyen termes pour restaurer l'espace budgétaire du Congo, nécessaire pour son développement économique. Celui-ci devrait être accompagné d'une plus forte mobilisation des ressources domestiques par l'élargissement de la base imposable, la rationalisation des dépenses publiques et la mise en œuvre du programme d'apurement partiel de la dette intérieure soutenu par le «Club de Brazzaville».

La récession qu'a connue le pays, plombé par l'effondrement de ses recettes pétrolières, souligne l'importance de diversifier l'économie et d'utiliser de manière plus efficace les ressources publiques.

Malgré des progrès sur le plan de la croissance économique, la République du Congo n'est pas parvenue à exploiter pleinement l'atout que constituent ses ressources naturelles pour obtenir des performances socioéconomiques robustes. Globalement, la forte dépendance à l'égard des hydrocarbures a bloqué le développement d'autres secteurs d'activité, comme l'agriculture et la sylviculture.

Dans son dernier Plan national de développement (2018-2022), le Gouvernement affiche de nouvelles ambitions et prévoit d'améliorer la gouvernance, de renforcer le capital humain et de diversifier l'économie.

Le PND table sur une reprise économique rapide doublée d'une croissance durable et inclusive.

Compte tenu de ces facteurs macroéconomiques, et malgré ce retour de bon pied à la croissance de l'économie nationale, la politique budgétaire permettra d'atteindre à moyen terme les objectifs suivants :

- Préserver la croissance économique ;
- Favoriser le rétablissement de la stabilité du secteur financier ;
- Réduire le train de vie de l'Etat ;
- Poursuivre la réduction du déficit primaire hors pétrole ;
- Renforcer les efforts de lutte contre la corruption, souvent source de fraude fiscale afin d'accroitre la transparence et l'efficacité dans la gestion des finances publiques ;
- Viabiliser la dette publique en vue de la rendre soutenable.

❖ l'environnement économique et financier

Le Groupe des vingt (G-20) a élaboré une initiative pour la suspension du service de la dette (ISSD) visant une suspension temporaire des paiements du service de la dette afin d'atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19. Cette initiative a été également approuvée par le Club de Paris.

L'environnement économique et financier en 2020 a été marqué entre autres, par la mise en œuvre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G-20,

l'adoption de la loi des finances 2021 et la signature des conventions de financement avec la Banque mondiale et la BDEAC.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative pour la suspension du service de la dette, la République du Congo et les représentants des « pays créanciers participants » du Club de Paris ont signé le 9 juin 2020, un protocole d'accord relatif au traitement du service de la dette pour la période allant du 1er mai au 31 décembre 2020.

Par ce protocole, les membres du Club de Paris ont reconnu que le Congo est éligible à participer à l'initiative de suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres. Ce protocole qui définit le périmètre des dettes concernées et présente enfin les recommandations relatives aux termes de traitement, prévoit en outre qu'après la signature de l'accord multilatéral avec les pays créanciers participants du Club de Paris, le pays débiteur signe des accords bilatéraux avec les créanciers participants en fonction de leurs procédures internes afin de matérialiser la suspension des paiements du service de la dette (versements et intérêts) dus, y compris les arriérés, le cas échéant.

- **Point sur la mise en œuvre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD)**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'ISSD, la République du Congo a contacté tous ses créanciers bilatéraux officiels concernés par cette initiative. Le point des échanges se résume comme suit:

A-Pays ayant accepté l'ISSD sans condition:

Les accords avec la France, la Chine et le Fonds koweïtien ont été signés conformément à l'initiative du G-20.

- Brésil

Le Brésil vient de transmettre le projet d'accord pour des observations le cas échéant avant signature.

- Fonds saoudien :

Le Fonds saoudien a marqué son accord de participer à l'ISSD et s'est engagé à transmettre le projet d'accord au Congo courant 2021, pour des éventuelles observations avant signature.

- Belgique :

Les projets d'accord pour la mise en œuvre de l'ISSD sont en cours de finalisation par les équipes techniques de la Belgique. Elles promettent de les transmettre dès que possible.

B-Pays ayant accepté l'ISSD sous conditions:

- **Turquie et l'Inde :**

Ces deux pays ont marqué leur accord de participer à l'ISSD. Cependant ils conditionnent la signature de l'ISSD par le paiement des arriérés, arrêtés à fin

décembre 2020 à **14,287 milliards F CFA** (Inde : 7,524 milliards FCFA ; Turquie : 6,763 milliards FCFA).

Sur cette question, le Gouvernement a adressé une requête à ces deux Pays pour que ces arriérés soient traités de façon similaire à l'ISSD.

Courant 2020, le Congo a mis toute son énergie à rechercher auprès des partenaires du G-20, la conclusion des accords de suspension de dette. Ainsi, la République a signé des accords bilatéraux avec la Chine et la France.

Pour les autres bilatéraux concernés (Inde, Turquie, Brésil, Belgique Fonds koweïtien et Fonds saoudien), les négociations sont en cours et les signatures sont attendues pour 2021. Il sied de noter qu'entre octobre et novembre 2020, le G-20 faisant le bilan de la première phase de l'initiative, a proposé une extension de l'ISSD pour une nouvelle période de six (6) mois allant du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021 en vue de :

- consolider les échéances à échoir pendant la période éligible ;
- rembourser les montants consolidés en 6 ans, après 1 an de différé.

L'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19 a reporté, les engagements pris dans le cadre de la FEC signée avec le FMI en juillet 2019 qui consistait à ramener la valeur actualisée de la dette extérieure de 30% du PIB à l'horizon 2023. Cette réduction devant être obtenu à travers la restructuration de la dette extérieure.

En 2020, les reports de restructuration ont concerné tant les créanciers bilatéraux que les créanciers commerciaux dont principalement les traders pétroliers. Courant 2020, les accords de restructuration ont été signés avec la Chine et le Trader pétrolier Orion oil.

Pour la dette intérieure, les objectifs de restructuration, c'est une cible de valeur actualisée de dette publique totale sur le PIB de 35%.
La stratégie de gestion de la dette pour 2020 consistait à veiller à ne pas porter l'endettement public à un niveau excessif ou de renchérir les coûts des emprunts publics. Elle avait pour but ultime de s'assurer que :

- La dette publique soit renégociée ;
- Le niveau et le rythme de croissance de la dette redeviennent tolérables ;
- Le service de la dette publique soit régulièrement payé ;
- Les objectifs de coûts et risques soient réalisés.

III- L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

A-Présentation de l'encours

1. Au 31 décembre 2020, la dette publique du Congo s'élève à **6016,5 Milliards de FCFA, soit 98 % du PIB** contre **6134,9 Milliards FCFA soit 92%** du **PIB** en 2019 et **20%** en 2010.

La Dette Publique est composée de 63% de dette extérieure et 37% de dette intérieure. La situation de la dette se présente comme suit :

Dette Extérieure : 3 767 420 milliards de FCFA dont :

- Encours hors arriérés : ……..2 992,75 milliards de FCFA ;
- Arriérés : …….. 774,66 milliards de FCFA.

Dette Intérieure : 2 249 080 milliards de FCFA dont :

- Encours hors arriérés : …… 890,67 milliards de FCFA ;
- Arriérés : ……..1 358 403 milliards de FCFA.

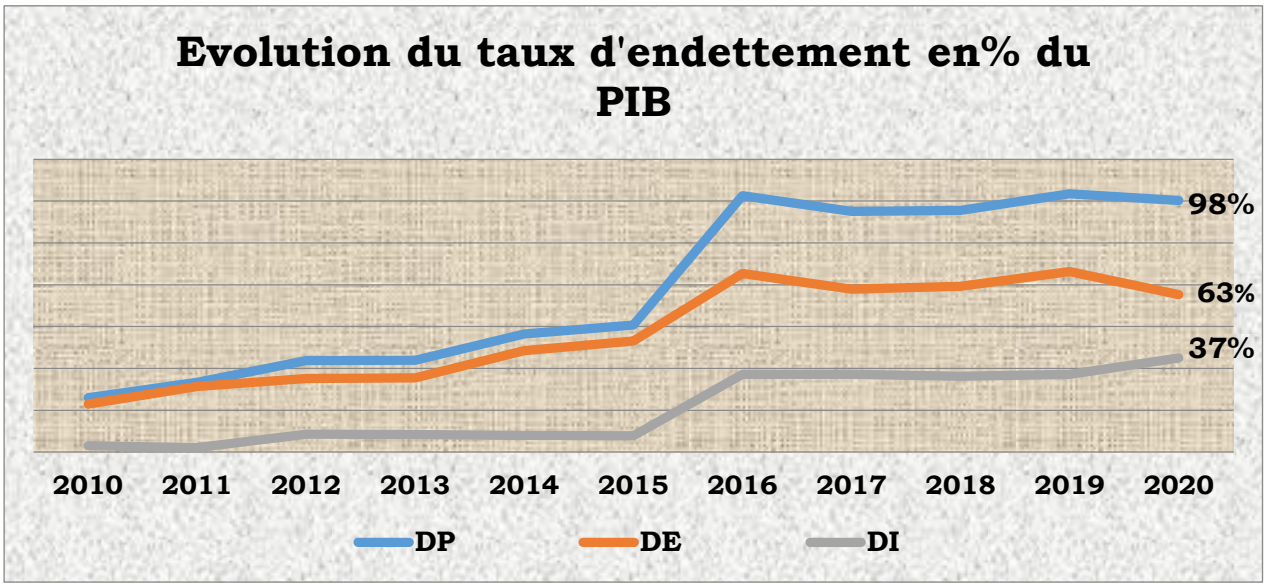
Tableau1 : présentation de l'encours total de la dette

En Milliard F CFA

DESIGNATION	ENCOURS	ARRIERES			ENCOURS TOTAL	%
		Principal	Intérêts	Total		
I- DETTE EXTERIEURE	**2 992 757**	**492.458**	**282.205**	**774.663**	**3.767.420**	**62,62%**
1- DETTE MULTILATERALE	**456.172**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**456.172**	
2- DETTE BILATERALE	**1 462 790**	**77 709**	**42 109**	**119 818**	**1 582 608**	
3- DETTE COMMERCIALE	**1 073 795**	**414749**	**240.097**	**654.846**	**1728.640**	
II- DETTE INTERIEURE	**890 677**	**1 358 403**	**0,00**	**1 358 403**	**2 249 080**	**37,38%**
TOTAL GENERAL	**3 883 434**	**1 850 861**	**282 205**	**2 133 066**	**6 016 500**	

Le surendettement du pays suite aux récents investissements publics constaté reste préoccupant.

Graphique 1 : EVOLUTION DU TAUX D'ENDETTEMENT EN% DU PIB



Malgré une hausse du taux d'endettement à 98% due à la reprise de la croissance et à l'augmentation des recettes budgétaires, une restructuration de la dette reste nécessaire pour en rétablir la soutenabilité à moyen terme.

B- Le stock des arriérés.

Au 31 décembre 2020, le montant total des arriérés est évalué à **2 133,06 milliards de CFA** dont :

- Arriérés extérieurs : 774,66 milliards F CFA ;
- Arriérés intérieurs : 1 358,40 milliards de F CFA.

Les arriérés extérieurs représentent **21%** de l'encours de la dette extérieure et 13% du PIB. La structure de ces arriérés se présente ainsi qu'il suit :

- 277,03 milliards d'arriérés PPTE ;
- 497,63 milliards de F CFA d'arriérés post IPPTE.

Le montant relativement élevé des arriérés s'explique principalement par :

- La suspension des paiements à l'égard de certains créanciers bilatéraux (Fonds d'Abu Dhabi et Angola) en attendant la signature des conventions de restructuration de ces dettes dans le cadre de l'initiative PPTE;

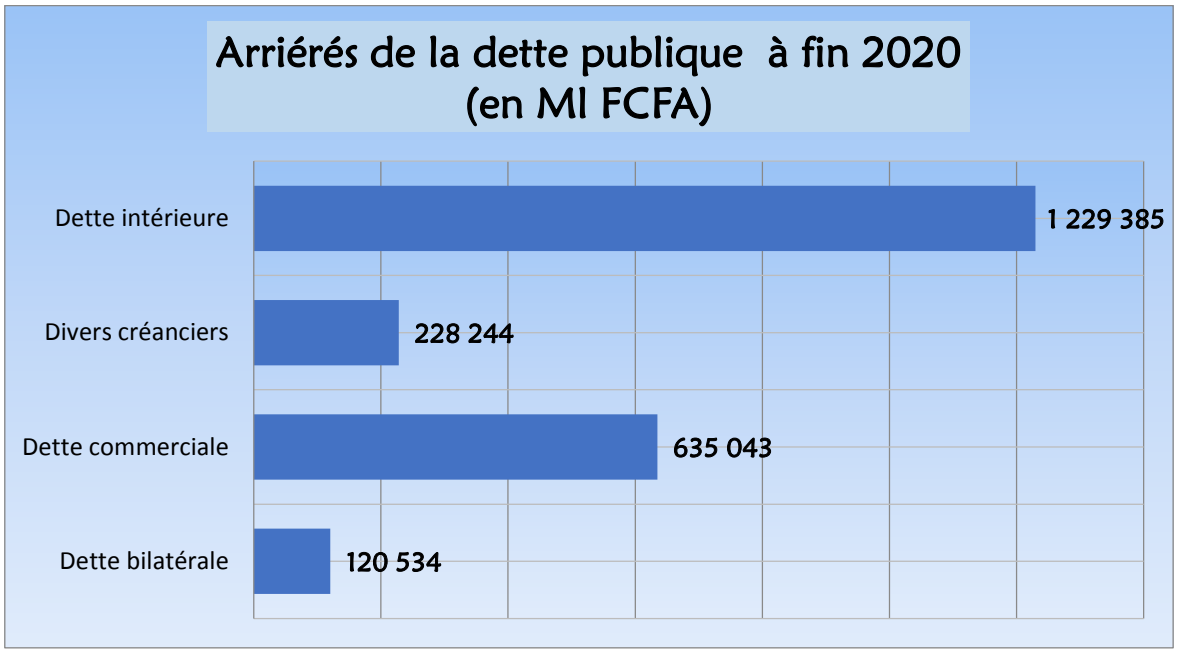
- La non-signature des accords de consolidation avec quelques créanciers fournisseurs ayant refusés de traiter leurs dettes conformément aux conditions de l'initiative PPTE pour le Congo, telles que présentées dans l'offre globale d'apurement faite par le Gouvernement le 13 février 2008 (près 50% des arriérés);

- La suspension des paiements d'une partie de la dette intérieure en attendant les conclusions des audits en cours, confiés à des cabinets indépendants, recrutés sur une base concurrentielle.

Il faut noter que si les arriérés post IPPTE sont totalement et immédiatement exigibles, le traitement des arriérés est fonction des termes de traitement issu des négociations bilatérales à conclure avec les créanciers concernés selon les termes de l'initiative PPTE.

La ventilation des arriérés entre les créanciers est représentée dans le graphique ci-après :

Graphique 2 : VENTILATION DES ARRIERES ENTRE LES CREANCIERS



C- Evolution de l'encours:

Le stock de la dette publique a globalement évolué à la baisse entre 2004 et 2010. IL est notamment passé de **3 945, 76 Milliards FCFA** à fin décembre 2004 (date du point de decision) à **1 565, 52 Milliards FCFA** à fin décembre 2010 (point d'achèvement).

Cependant, le stock de la dette publique s'est de nouveau orienté à la hausse sur la période 2011-2020, en passant de 20% du PIB en 2010 à 98% du PIB en 2020 avec un pic à 117% en 2017.

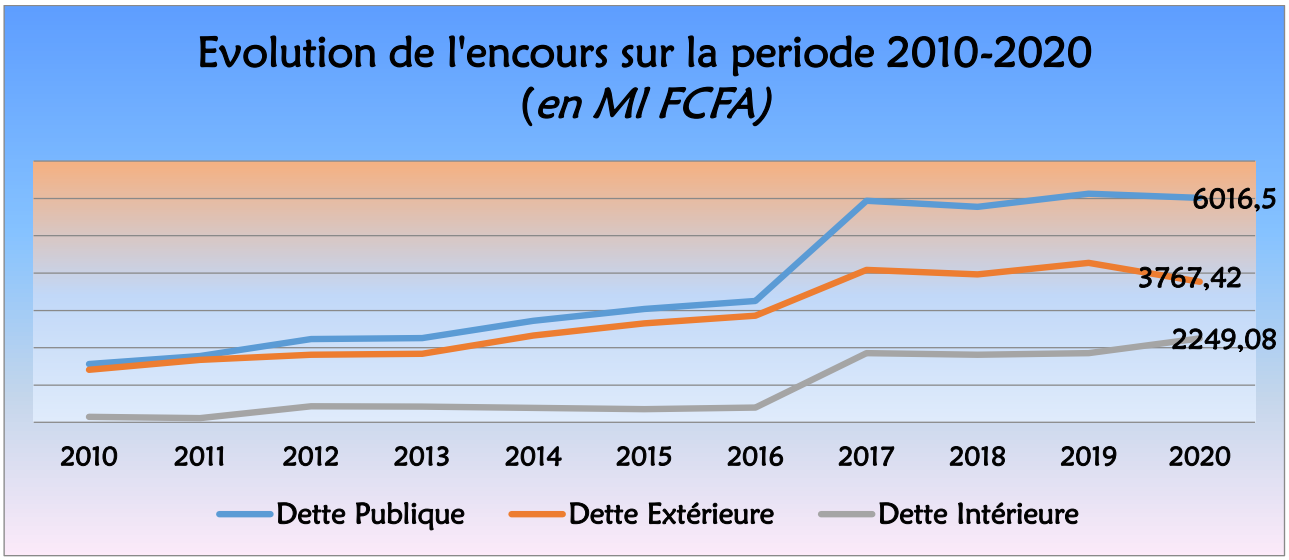
En effet, au 31 décembre 2020, le ratio stock sur PIB est égal à 98% soit environ 6.016 milliards de FCFA (11,16 millions de USD) en valeur nominal. Il a quasiment sextuplé par rapport à son niveau de 2010 (20% du PIB).

Tableau 2 : PRESENTATION DE L'EVOLUTION DE L'ENCOURS SUR LES DIX (10) DERNIERES ANNEES :

En Milliards de FCFA

En Mds FCFA	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette Publique	**1 565, 52**	**1 775,82**	**2 237,49**	**2 260,61**	**2 723,78**	**3 036,41**	**3 255,18**	**5 940,94**	**5 779,83**	**6 134,91**	**6 016,50**
DP en % du PIB	**25.7%**	**25.6%**	**32.1%**	**32.6%**	**39.13%**	**54.65%**	**70%**	**118%**	**91%**	**92%**	**98,50%**
Dette Extérieure	1 412, 47	1 673,35	1 809,35	1 839,14	2 330,24	2 650,75	2 857,83	4 082.56	3 969,69	4 278,02	3 767,42
dont arriérés[1]	353, 45	360,75	365,32	365,32	365,07	3 564,92	435,39	453,28	520,45	734,92	774,66
DE en % du PIB	23.2%	24.0%	26.0%	26.5%	33.48%	47.7%	61,5%	80,9%	62,5%	64,2%	62%
DE-Part en %	90,0%	94,0%	81,0%	81,0%	85,6%	87,3%	87,8%	68,7%	68,7%	69,73%	62,62%
Dette Intérieure	153, 05	112,47	428,14	421,47	393,38	385,66	397,35	1 858,68	1 810,14	1 856,89	2 249,08
DI en % du PIB	2.5%	1.6%	6.1%	6.1%	5.6%	6,9%	8,6%	36,8%	28.48%	27,9%	37%
DI-Part en %	10,0%	6,0%	19,0%	19,0%	1444,0%	12,7%	12,2%	31,3%	31,3%	30,27%	37,38%
Dette extérieure en Milliard USD	2,15	2,59	2,92	3,11	4,31	4,40	5,23	7,31	6,93	7,30	6,99
PIB[2] (en Md FCFA)	6082.5	6982.5	6971.9	6927.2	6959.9	5555.6	4 645,62	5 152,0	6 356,32	6 663,00	6 111,00

Graphique3 : EVOLUTION DE L'ENCOURS SUR LES DIX (10) DERNIERES ANNEES



IV- NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2020

Dans le cadre de la signature de l'accord triennal de juillet 2019 avec le FMI, le Congo s'était engagé à ne plus contracté des prêts non concessionnels durant toute la période de consolidation. Il est désormais astreint à un élément de concessionnalité de 35% au moins.

Conformément aux objectifs de restructuration de la dette publique contenus dans le cadrage négocié avec le FMI, aucun nouvel engagement n'a été contracté par le Gouvernement pour le financement de ses projets sous forme de prêts non concessionnel au cours de l'année 2020.

En conséquence, la politique d'endettement est restée prudente en 2020. En effet, la stratégie 2020 a une fois de plus, porté principalement sur la mobilisation des ressources concessionnelles auprès des partenaires au développement. La politique des nouveaux financements sous la période en revue a été marquée par la recherche d'un maximum de prudence.

Pour faire face à la réduction de ses marges budgétaires accentuée par les impacts sanitaire, économique et social de la crise COVID-19 , et pour atteindre une composition du portefeuille (encours de la dette publique) de 66 à 70% de dette extérieure et de 30 à 34% de dette intérieure afin de réduire le risque de change, l'Etat à l'image de l'année 2019, a été obligé de compléter les financement extérieurs classiques par le recours aux émissions de titres de dette sur le marché intérieur.

Ainsi, des opérations d'émission et de gestion des titres publics à souscription libre par adjudication ont été menées par le Trésor Public en 2020. En effet, le Trésor Public congolais a été très actif sur le marché financier en 2020.

Le compartiment des obligations du trésor assimilables (OTA) qui a connu sa première émission au premier semestre de l'année 2019, s'est davantage développée en 2020 avec pas moins de six (6) émissions.

Au 31 décembre 2020, l'encours de ces titres publics s'élève à **200,1**milliards de FCFA ventilés ainsi qu'il suit :

- BTA : 46,6 milliards de FCFA ;
- OTA : 153,5 milliards de FCFA.

Cependant, il sied de noter que l'encours des BTA n'intègre pas le stock total de la dette publique qui lui, rend compte de la dette à moyen et long terme.

Tableau 3 : CARACTERISTIQUES DES PRETS SIGNES EN 2020 :

CREANCIERS	OBJET DE FINACEMENT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT DU PRÊT	DEVISES	TAUX D'INTERET	DIFFERE	MATURITE
BDEAC	Financement partiel du plan de riposte contre la COVID-19	10/03/2020	15 000 000 000	XAF	4,75%	2 ans	7ans
BDEAC	Financement bitumage de la route nationale N°2	21/10/2020	16 800 000 000	XAF	7,00%	10 ans	7ans
IDA	Projet de Riposte d'urgence à la COVID-19	23/04/2020	10 400 000	EUR	1,25%	5 ans	30 ans

IDA	Projet d'urgence Lisungi COVID-19	13/07/2020	45 000 000	EUR	1,25%	5 ans	30 ans
IDA	Projet de développement de compétences pour l'employabilité	23/12/2020	12 900 000	EUR	1,25%	5 ans	30 ans

Le déboursement de la deuxième tranche de ces appuis budgétaires est conditionné à l'approbation par le FMI des revues semestrielles du programme.

V- LES DECAISSEMENTS :

2. Les décaissements effectués au cours de l'année 2020 se sont élevés à 75,66 milliards de Francs CFA contre 340.96 Milliards de FCFA en 2019.

Les décaissements proviennent exclusivement des créanciers extérieurs et se répartissent ainsi qu'il suit :

- Créanciers multilatéraux : ……59,53 Milliards F CFA soit 79% ;
- Créanciers bilatéraux : ……16,13 Milliards F CFA soit 21%.

Tableau4 : *EVOLUTION DES DECAISSEMENTS PAR CREANCIER 2010-2020*

En Milliards de FCFA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bilatéral	**289,5**	**230,49**	**211,15**	**182,11**	**331,68**	**147,5**	**235,59**	**294,55**	**23,37**	**120,79**	**16,13**
Part en %	**0,97**	**0,99**	**0,98**	**0,97**	**0,98**	**0,9**	**0,87**	**0,55**	**34,75%**	**35,92%**	**21%**
CHINE	289,5	230,49	204,22	173,2	322,39	146,93	82,95	200,38	0	68,26	0
EXIMBANK OF INDIA	0	0	6,93	8,91	9,3	0,58	2,23	58,39	3,21	5,04	0,27
EXIMBANK OF TURK	0	0	0	0	0	0	115,67	0	0	0	0
BELFIUS BANK	0	0	0	0	0	0	13	15,88	7,13	14,38	0
AFD	0	0	0	0	0	0	0	4,14	11,83	33,11	15,86
ING	0	0	0	0	0	0	21,74	15,76	1,2	0	0
COMMERCIAL								**208,23**	**0**	**0**	**0**
Part en %								**0,39**	**0**	**0**	**0**
AFREXIM BANK								**208,23**	**0**	**0**	**0**

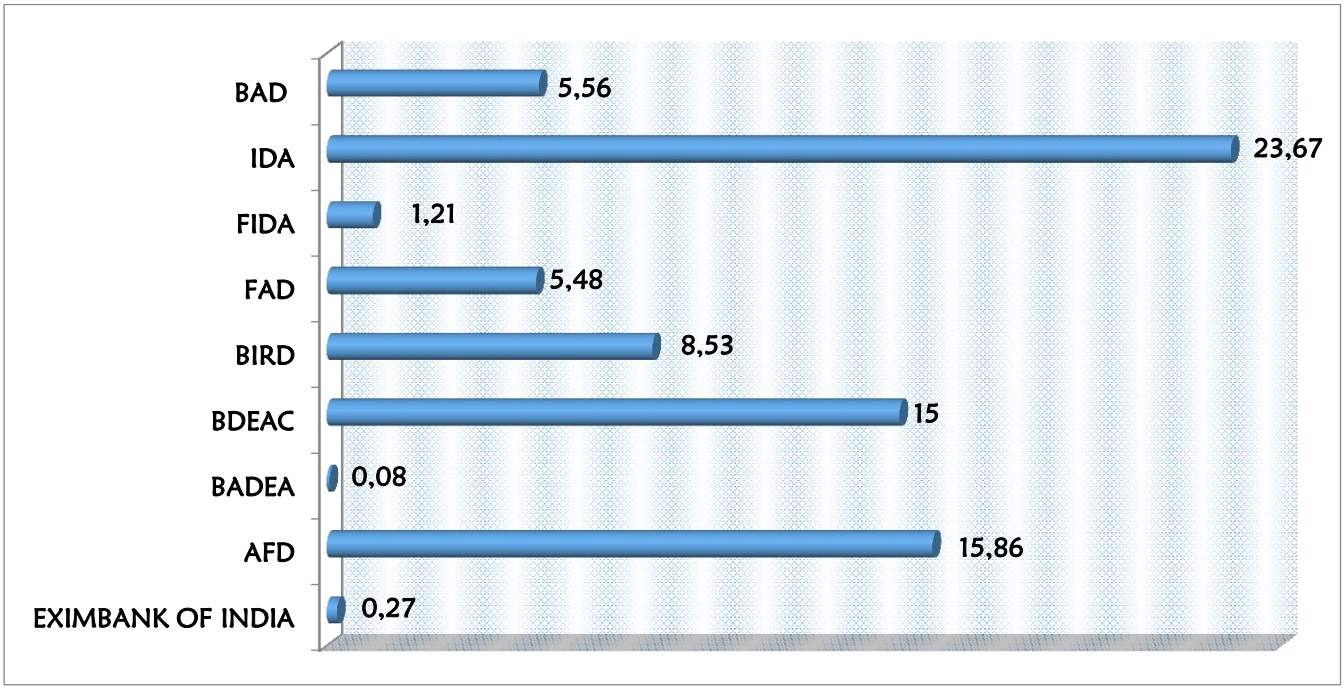
Multilatéral	8,05	2,04	4,98	6,27	6,34	16,98	36,38	36,7	43,88	220,17	59,53
Part en %	0,03%	0,01%	0,02%	0,03%	0,02%	0,1%	0,13%	6.80%	65,25%	64,08%	79%
BADEA	4,65	0,35	0,04	0,23	0,28	1,63	2,81	0,16	0	0	0,08
BDEAC	0	0	0	0	0	0	20	0	0	0	15,00
BIRD	0	0	0	0	0	0,07	2,38	2,83	8,51	12,85	8,53
FAD	0	0	0	0	0	7,61	3,12	3,81	1,18	2,85	5,48
FIDA	0,95	0,28	1,9	0,23	0,38	1,04	0,51	1,59	0,12	1,52	1,21
IDA	2,08	1,41	2,08	5,33	5,68	6,63	7,56	11,49	15,84	18,41	23,67
BAD	0	0	0	0	0	0	0	16,82	18,23	158,43	5,56
FMI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26,12	0
OPEP	0,37	0	0,96	0,48	0	0	0	0	0	0	0
Total Général	297,55	232,53	216,13	188,38	338,03	164,5	271,97	539,48	67,25	340,96	75,66

6. Les créanciers Multilatéraux représentent 79% de l'ensemble des décaissements extérieurs de 2020. L'AID est le premier créancier multilatéral avec un tirage de 23,67 Milliards de FCFA soit 31% secondée par la BDEAC qui a accordé un prêt pour le financement de la COVID-19 d'un montant de 15 milliards de F CFA soit 20%. Le groupe BAD/FAD a décaissé à hauteur de 11,04 milliards de FCFA soit 15%, la BIRD 8,53 milliards F CFA soit 11%, FIDA et la BADEA 1,29 milliard de F CFA soit 2%.

7. Les créanciers bilatéraux représentaient 16,13% de l'ensemble des décaissements extérieurs de 2020 l'Agence Française de Développement (AFD) avec 15,86 milliards F CFA soit 21% et enfin Eximbank Inde avec 0.27 milliards F CFA soit 0%

Graphique 4 : DECAISSEMENT DETTE PUBLIQUE 2020

(en Ml XAF)



V- LES SOLDES ENGAGES NON ENCORE DECAISSES (SEND'S) SUR EMPRUNTS EXTERIEURS

Les SEND'S qui s'établissaient à 479.151 millions de FCFA au 1er janvier 2020 se sont situés en fin de période à 436.321 millions de FCFA. Les disponibles concernent principalement les créanciers multilatéraux et bilatéraux. Au 31 décembre 2020, il n'y a aucun solde engagé non encore décaissé imputable aux créanciers commerciaux.

Tableau 5 : SITUATION DES SENDS AU 31 DECEMBRE 2020.

Montant en millions de FCFA.

RUBRIQUES	SEND'S
I- Multilatéraux	
Banque Mondiale	**126.875,08**
AID	81.848,38
BIRD	45 026,69
Groupe BAD/FAD	**72.030,42**
BAD	50 221,64
FAD	21 808,78
Groupe BEI/CEE/FED	**0,00**
BEI	0,00
CEE	0,00
FED	
II- Divers créanciers multi.	**44.648,57**
BADEA	11.536,65
BDEAC	28.800,00
FIDA	2.258,05
FMI	0,00
OPEP	2.053,87
II- Bilatéraux	**192.767,29**
AFD	114.020,53
EXIMBANK CHINA	39.300,75
EXIMBANK INDIA	39.446,01
III- COMMERCIAUX	**0,00**
TOTAL GENERAL	**436.321**

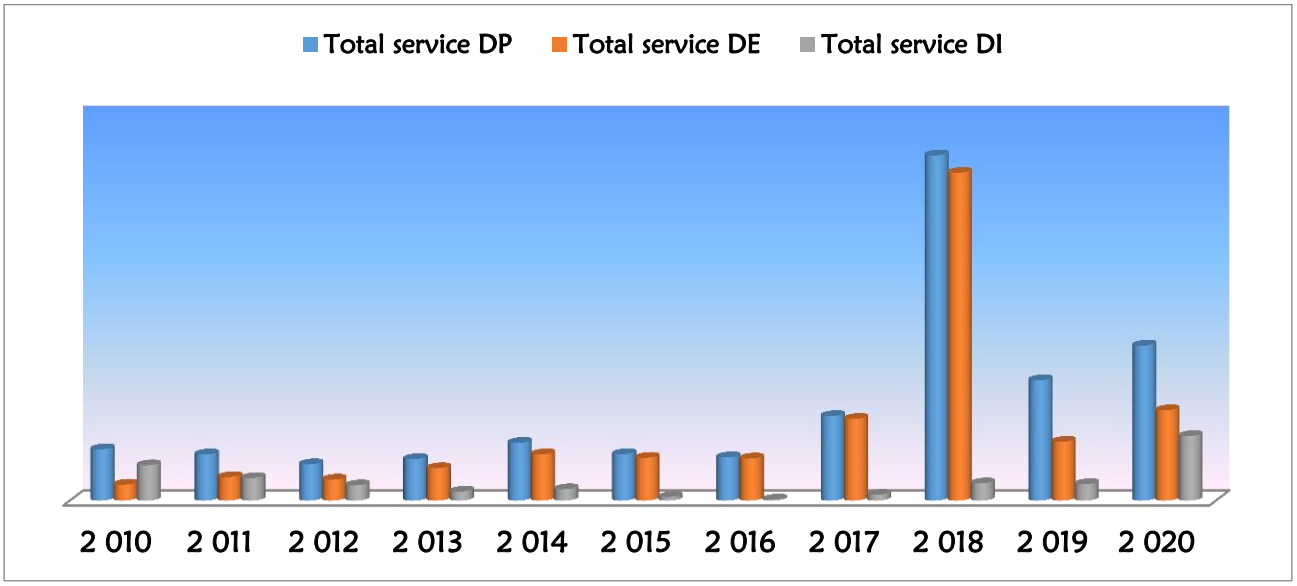
VI- REMBOURSEMENT DE LA DETTE

8. Le remboursement en principal et intérêts se chiffre à **644,93 Milliards de** FCFA en 2020 contre **501,071milliards de** FCFA en 2019 soit une hausse de près 22%. Cette hausse est due par la prise en compte des paiements des arriérés 2019 effectués en 2020 qui se chiffrent à 260,47 milliards F CFA dont 57,44 milliards F CFA de dette extérieure et 203,04 milliards de F CFA de dette intérieure.

Tableau 6 : SITUATION DE REMBOURSEMENT EN PRINCIPAL ET INTERETS

Catégorie		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total Extérieur	P	48,91	85,51	73,25	120,14	178,81	162,18	157,36	258,34	1 242,61	278,13	318,25
	I	17,78	12,75	14,37	15,20	14,33	16,20	18,18	81,99	121,38	154,04	57,88
	T	66,69	98,26	87,62	135,34	193,14	178,38	175,54	340,33	1 363,99	2 45,17	376.13
Total Intérieur	P	146,94	94,16	63,92	37,83	47,53	15,09	4,98	11,79	48,08	48,08	251,11
	I	0,15	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,94	20,81	17,69
	T	147,09	94,22	63,92	37,83	47,53	15,09	4,98	24,60	72,02	68,89	268,80
Total Général	P	**195,85**	**179,67**	**137,17**	**157,97**	**226,34**	**177,27**	**162,34**	**270,13**	**1 290,69**	**326,21**	**569,36**
	I	**17,93**	**12,81**	**14,37**	**15,20**	**14,33**	**16,20**	**18,18**	**81,99**	**145,32**	**174,86**	**75,57**
	T	**213,78**	**192,48**	**151,54**	**173,17**	**240,67**	**193,47**	**180,52**	**352,12**	**1 436,01**	**501,07**	**644,93**

Graphique 5: SERVICE DETTE EXTERIEURE ET DETTE INTERIEURE



9.Le remboursement du principal en 2020 se chiffre à **569,36 milliards de FCFA**, dont 318,25 milliards F CFA de dette extérieure soit 56% et 251,11 milliards F CFA de dette intérieure soit 44%.

Tableau 7 : REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE PUBLIQUE

(en milliards de FCFA)

Catégorie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette Extérieure	48,91	85,51	73,25	120.14	178.81	162,18	157,36	258.34	1 242,61	278,13	318,25
Bilatéraux	13,55	45,77	59,20	104,44	153,72	141,70	136,04	171,07	118,31	143,00	198,63
Multilatéraux	8,15	7,55	6,89	7,03	6,43	7,85	4,45	6,78	6,54	6,92	15,53
Banques commerciales	12,66	5,57	2,69	6,84	8,89	10,68	13,46	15,49	15,54	15,95	15,27
AFREXIM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,23	52,25	35,93
Dette Tradeurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62,43	143,94	55,45	18,06
ENI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	897,40	0,00	0,00
SOCIETES CHINOISES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24,08	4,55	32,78
Fournisseurs	14,55	26,62	4,47	1,83	9,77	1,95	3,41	2,57	0,57	0,59	2,05
Dette Intérieure	146,94	94,16	63,92	37,83	47,53	15,09	4,98	11,79	48,08	48,08	251,11
	195,85	179,67	137,17	157,97	226,34	177,27	162,34	270,13	1 290,69	326,21	569,36

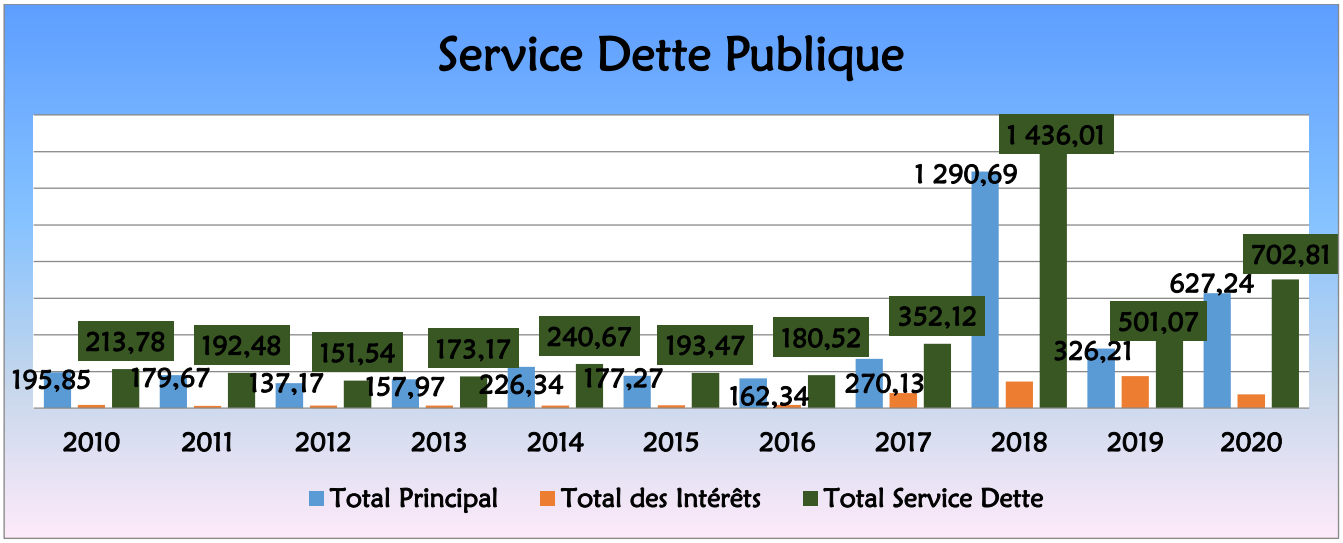
10. Les charges d'intérêts payées concernant la dette extérieure sur la même période se sont élevées à **57,88 Milliards FCFA dont 49,47 milliards de F CFA** du service et 8,41 milliards F CFA des arriérés à fin Décembre 2019. Ces charges, liées exclusivement à la dette extérieure, sont réparties à raison de 29,31 Milliards F CFA au titre de la dette due envers les bilatéraux, 9,84 Milliards F CFA envers Afreximbank, 9,70 Milliards F CFA au titre des prêts bancaires (Club de Londres), 5,30 Milliards F CFA aux créanciers multilatéraux et enfin 2,04 des Traders et les autres fournisseurs et sociétés chinoises qui ont chacun 1,59 et 0,10 milliard F CFA.

Tableau 8 : PAIEMENT DES INTERETS DE LA DETTE PUBLIQUE

(en milliards de FCFA)

Catégorie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette Extérieure	17,78	12,75	14,37	15,20	14,33	16,20	18,18	81,99	121,38	154,04	57,88
Bilatéraux	3,98	1,87	2,76	6,37	5,81	5,99	7,76	6,50	5,92	26,16	29,31
Multilatéraux	2,38	1,77	1,35	1,11	0,89	0,93	1,06	2,08	2,21	3,03	5,30
Banques commerciales	9,93	8,43	8,45	7,42	7,39	9,11	9,34	10,67	11,73	11,10	9,70
Afrexim	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,69	18,03	15,34	9,84
Dette Traders	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52,95	83,42	98,21	2,04
ENI,	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés Chinoises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21	1,59
Fournisseurs	1,49	0,68	1,81	0,30	0,24	0,17	0,02	0,10	0,07	0,00	0,10
Dette Intérieure	0,15	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,81	23,94	20,81	17,69
TOTAL GENERAL	17,93	12,81	14,37	15,20	14,33	16,20	18,18	94,80	145,32	174,86	75,57

Graphique 6: SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE



11.Par conséquent, les flux nets (décaissements nets) du principal de la dette extérieure se sont établis à 75,66 milliards FCFA en 2020 contre 343,57 milliards FCFA en 2019.

Tableau 9 : EVOLUTION DES FLUX NETS

(en Milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Décaissements	297, 52	232, 53	216, 13	188, 38	338,03	164, 49	271.97	539,48	66,15	343,57	75.66
Remboursement en principal	46, 15	63, 39	74, 14	110, 57	137, 49	150, 15	211.85	257,48	1242,77	326,21	269,22
Flux net	**251, 37**	**169, 14**	**141, 99**	**77, 81**	**200,54**	**14, 34**	**60,12**	**282,00**	**-1176,62**	**17,36**	**-193,56**
Intérêts	**17,78**	**12,75**	**14,37**	**15,20**	**14,33**	**16,20**	**18,18**	**81,99**	**121,38**	**154,04**	**49,47**
Transfert net	**269, 15**	**181,89**	**156,36**	**93, 01**	**214,87**	**30,54**	**78.30**	**363.99**	**-1 237,24**	**171.40**	**-144,09**

VIII- ANALYSE DU PORTEFEUILLE EXISTANT DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2020

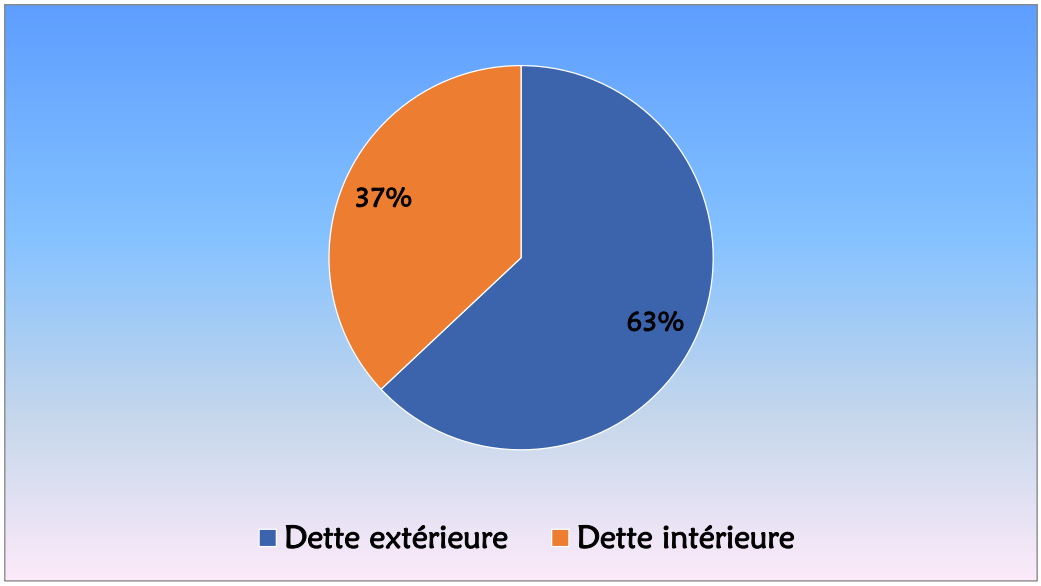
1- Composition du portefeuille existant au 31 décembre 2020

A- Composition par source

Le portefeuille de la dette publique à fin décembre 2020, fait ressortir un encours de la dette publique de **6.016,50 milliards FCFA soit** 98% du PIB) dont **3 698,56 milliards FCFA** de dette extérieure avec 62% du PIB, et **2 071,98 milliards FCFA** de dette intérieure (37 % du PIB).

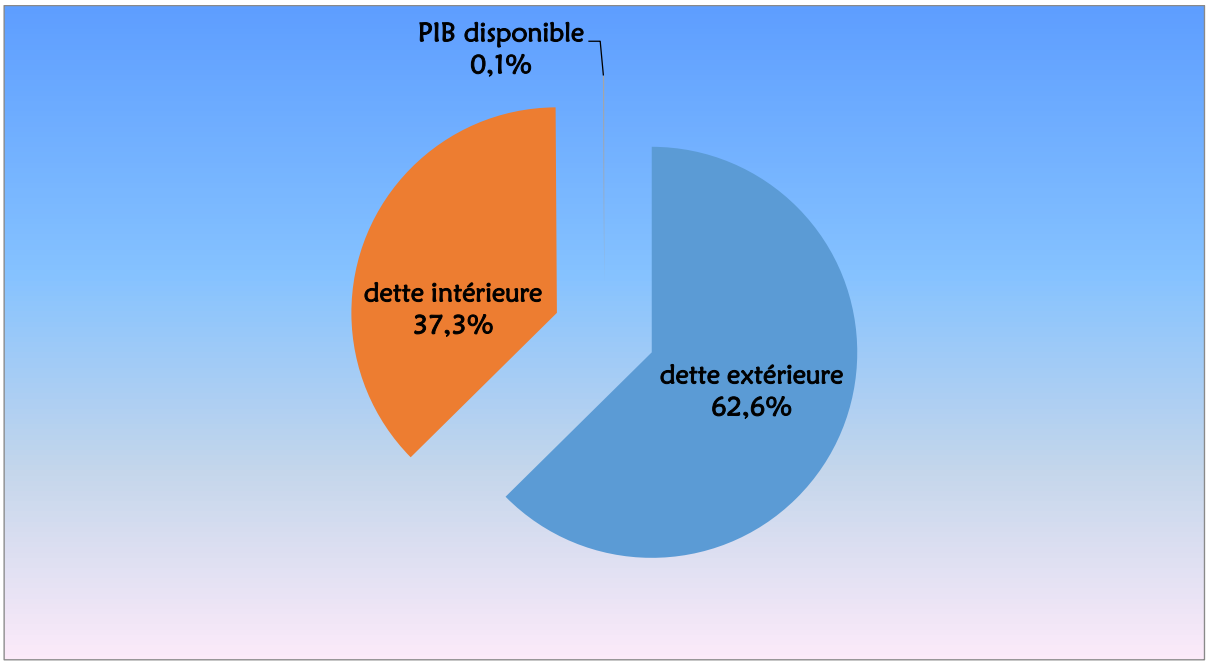
Graphique 7 : REPARTITION PAR SOURCE DE DETTE.

Le graphique7 présente la répartition de la dette publique par source et en pourcentage de l'encours total.



La dette extérieure représente 63% de l'encours total contre 37% pour la dette intérieure.

Graphique 8 :REPARTITION DE L'ENCOURS EN POURCENTAGE DU PIB.

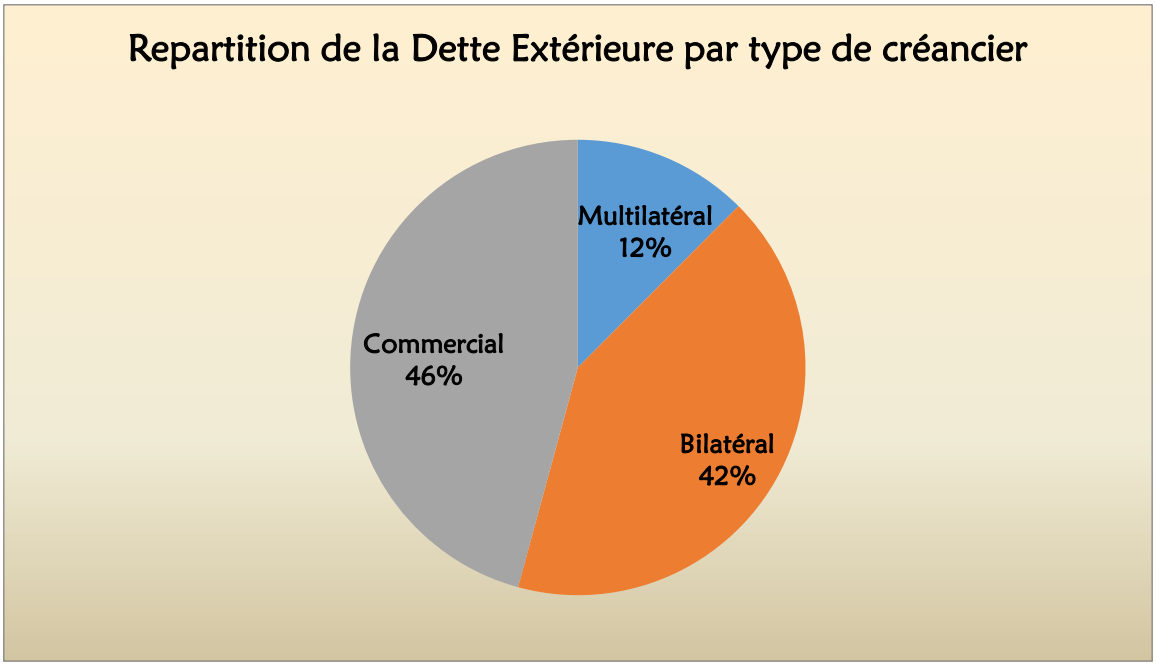


La dette publique représente près de 98% de la production nationale. Seul 0,1 % du PIB n'est pas absorbé par la dette publique. Ce qui traduit parfaitement la situation d'insoutenabilité des finances publiques. Il convient de noter que ce taux d'endettement est au-dessus de la norme communautaire qui fixe la limite à 70% du PIB[1].

B- Composition de la dette extérieure par catégorie de créanciers

Graphique 9 : Composition de la dette extérieure par catégorie de créanciers

La part de la dette extérieure sur le PIB est de l'ordre de **62,2%,** contre **37,3**% pour la dette intérieure**.**



La structure de la dette extérieure se présente comme suit : 42% de créanciers bilatéraux, 46% de créanciers commerciaux et 12% de créanciers multilatéraux.

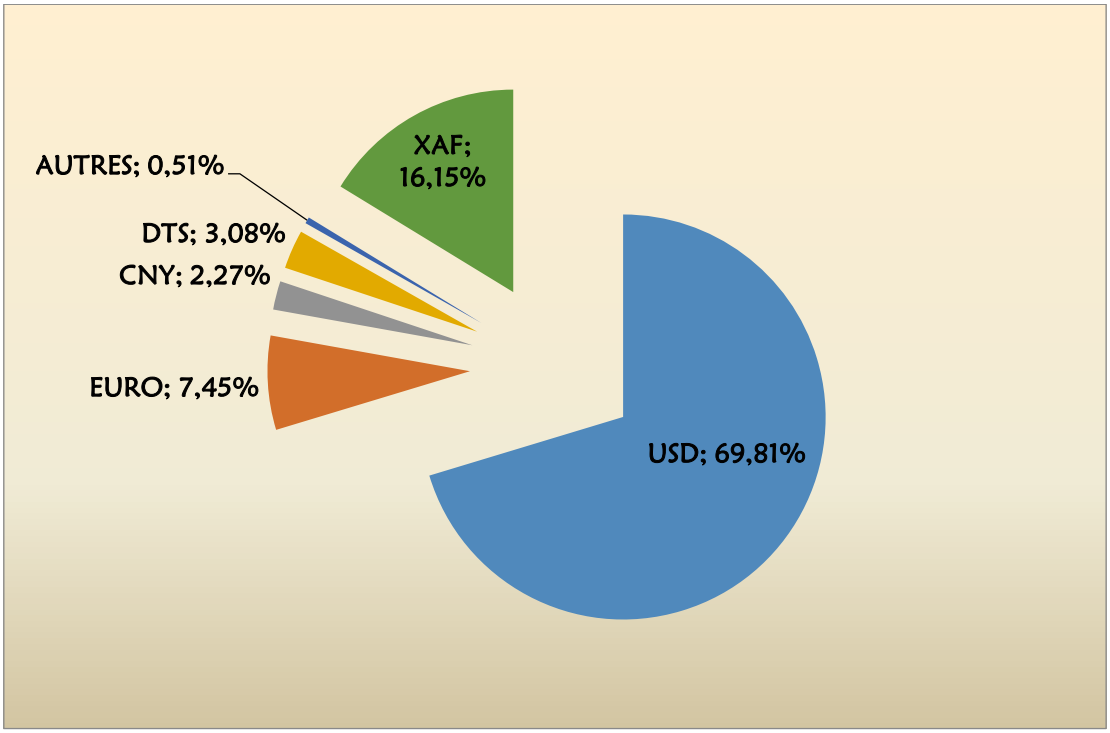
Avec un encours de 6, 99 **milliards USD** soit 3.767,42 **milliards de FCFA**, les créanciers commerciaux représentent 45,78% de la dette extérieure. La dette commerciale occupe, en termes de volume la première place dans le portefeuille, avec un encours de **3,13 milliards USD**, soit **1 693,02 milliards F CFA.** L'encours sans arriérés est d'environ **1,991 milliard USD** soit 1.057,98 **milliards de FCFA**, les traders sont les premiers créanciers commerciaux du Congo, soit 26,73% de toute la dette commerciale.

[1] PIB estimé au 31 décembre 2020 à **6111 milliards** de F CFA.

Les bilatéraux occupent le second rang avec un encours **2,85 milliards USD**, soit **1.544,68 milliards F CFA soit 42,01% du stock de la dette extérieure** et enfin la dette multilatérale, essentiellement contractée auprès des créanciers multilatéraux (IDA, FAD, FIDA etc.) avec un encours de **852.88 millions USD** soit **460,98 milliards** de FCFA représente 12,46% du stock de la dette extérieure contre 9,5% en 2009 (avant l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE).

C- Composition dette extérieure par devises

Graphique 10 : COMPOSITION DE LA DETTE EXTERIEURE PAR DEVISES



Le portefeuille de la dette publique extérieure est principalement libellé en dollar 69%, en FCFA 16,15 %, en Euro 7,45%, le DTS 3,08%, le RMB 2,27%, et les autres devises (SAR, AED et KWD) représentent 0,51% du portefeuille des devises.

La dette en dollar est principalement contractée auprès de la Chine, du Club de Londres et des Traders.

Il sied de noter qu'une partie de la dette extérieure est libellée en XAF. Il s'agit essentiellement du prêt contracté auprès de la BDEAC et de la consolidation des arriérés relatifs aux avances statutaires de la BEAC.

D- Composition de la dette extérieure par type de taux d'intérêt

Le portefeuille de la dette publique extérieure est essentiellement composé de prêts à taux fixe **81,5%,** contre **18,5%** de la dette à taux variable.

E- Composition de la dette extérieure par type de prêt

La dette extérieure est composée de **40%** de prêts concessionnels, contre **60%** de prêts non concessionnels (Traders, Club de Londres, Afreximbank et divers créanciers fournisseurs non assurés).

F- Composition de la dette intérieure par type d'instrument.

La dette intérieure est évaluée, à fin décembre 2020, à environ **2 071 986milliards FCFA,** et comprend, outre les arriérés budgétaires, l'emprunt obligataire 48 milliards F CFA et les OTA à 2 ans pour 270 milliards F CFA.

La dette intérieure inclut également la dette commerciale déjà auditée 831,74 milliards F CFA et également les arriérés sociaux pour un montant provisoire d'environ 397,64 **milliards F CFA**.

On note, enfin, l'existence de diverses consolidations d'arriérés de paiement dont la réconciliation de l'assiette est en cours par un audit réalisé par un cabinet indépendant.

2- Indicateurs de la qualité du portefeuille

A. Structure par devises :

La dette extérieure libellée en dollar américain est caractérisée par :

- Un élément don relativement bas de 17,8% en moyenne;
- Une dette contractée en majorité à des taux fixes ;
- Une vie moyenne relativement courte de 5,7 ans;

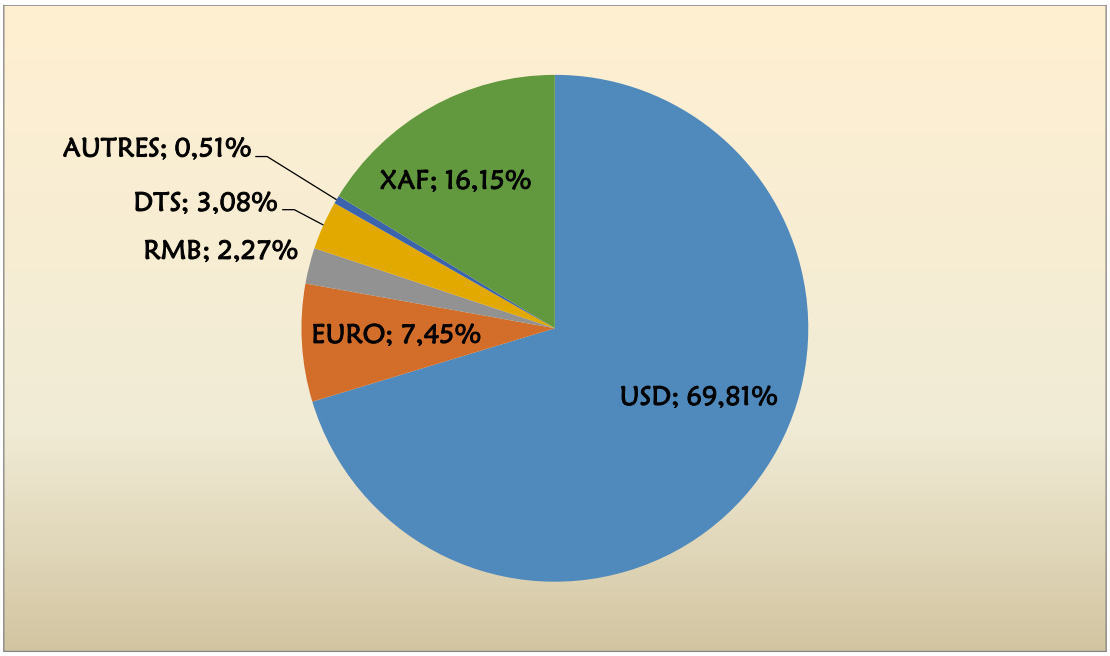
La dette extérieure libellée en Euro est caractérisée par :

- Un élément don relativement bas de 13,4% en moyenne ;
- Une dette contractée en majorité à des taux fixes ;
- Une vie moyenne relativement courte de 3,6 ans.

La dette extérieure est fortement exposée au risque de change en raison de la part importante de la dette libellée en dollar US (69%) contre une très faible part en euro et en FCFA (12%), devise à parité fixe.

La décomposition des montants en DTS augmente l'exposition sur le dollar US.

Graphique 11 : REPARTITION DE LA DETTE PUBLIQUE PAR DEVISE



17. La dette extérieure libellée en dollar américain est caractérisée par :

- Un élément don relativement bas de 17,8% en moyenne;
- Une dette contractée en majorité à des taux fixes ;
- Une vie moyenne relativement courte de 5,7 ans;

La dette extérieure libellée en Euro est caractérisée par :

- Un élément don relativement bas de 13,4% en moyenne ;
- Une dette contractée en majorité à des taux fixes ;
- Une vie moyenne relativement courte de 3,6 ans.

18. La dette extérieure est fortement exposée au risque de change en raison de la part importante de la dette libellée en dollar US (69,8%) contre une faible part en euro et en FCFA (23,5%), devise à parité fixe.

La décomposition des montants en DTS augmente l'exposition sur le dollar US.

B. Structure par bailleurs

19. Longtemps dominé par la dette contractée auprès du Club de Paris, le portefeuille de la dette extérieure à fin décembre 2020 est désormais dominé par les bilatéraux qui représentent **41,7%** du stock **(1 544,68 Milliards FCFA**). L'encours hors arriérés des bilatéraux est chiffré à **1 424,15 Milliards FCFA**, dominé par la Chine qui est le premier créancier bilatéral de la République du Congo avec **1 078,79 Milliards F CFA soit 29,17%** de la dette extérieure.

20. La dette multilatérale, essentiellement contractée auprès des guichets concessionnels (IDA, FAD, FIDA) s'élève à **460,98 Milliards FCFA**, représentant 12,4**%** du stock de la dette extérieure contre **9,5% en 2009**(avant l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE).

Tableau 10 : STRUCTURE DU PORTEFEUILLE PAR BAILLEURS

En Millions FCFA	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2020	2020 en %
Créanciers Officiels	892,52	1 153,84	1 296,16	1 343,73	1 913,27	2 123,95	2 333,18	2 213,38	2 022,83	2 307,93	2 038,78	33,89%
Bilatéraux	797,86	1 062,98	1 209,44	1 259,93	1 821,12	2 007,61	2 193,31	2 060,36	1 815,47	1 883,91	1 582,61	26,31%
Chine	675,94	921,36	1 073,88	1 123,47	1 547,46	1 749,82	1 778,15	1 600,93	1 387,45	1 394,04	1 118,17	18,59%
Autres	121,92	141,62	135,57	136,45	273,66	257,79	415,16	459,43	428,02	489,87	464,44	7,72%
Multilatéraux	94,66	90,86	86,71	83,80	92,15	116,35	139,8 7	153,02	207,36	424,02	456,17	7,58%
IDA	41,63	44,00	45,18	47,97	56,51	65,80	73,02	72,45	94,77	110,95	131,20	2,18%
FAD	5,54	5,54	5,54	5,54	5,54	13,10	8,97	12,15	13,47	16,37	21,18	0,35%
Autres	47,49	41,32	35,99	30,29	30,10	37,45	57,88	68,42	99,12	296,69	303,79	5,58%
Créanciers privés	519,9 5	519,50	513,20	495,41	513,12	526,80	524,66	1 788,74	1 946,86	1 970,10	1 728,64	28,73%
Banques commerciales	224,20	230,11	223,59	207,38	225,62	240,66	234,44	191,16	184,56	172,96	144,39	2,40%
AFREXIM BANK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191,43	163,70	115,40	73,01	1,21%
TRADERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174,63	1 061,05	1 142,40	1 045,88	17,38%
SOCIETES CHINOISES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305,97	308,90	237,12	3,95%
Fournisseurs	295,75	289,40	289,60	288,03	287,51	286,14	290,21	231,52	231,58	230,43	228,24	3,79%
Total Dette extérieure	1 412,47	1 673,35	1 809,35	1 839,14	2 426,40	2 650,75	2 857,83	4 002.12	3 969,69	4 278,02	3 767,10	6,62%
Dette Intérieure	153,05	102,47	428,14	421,47	393,38	385,66	397,35	1 858,68	1 810,14	1 856,89	2 249,08	37,38%
TOTAL ENCOURS	1 565,52	1 775,82	2 237,49	2 260,61	2 819,78	3 036,41	3 255,18	5 860,08	5 779,83	6 134,91	6 016.50	100,00%

C- Coûts et risques du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2020

Sous la période en revue, il ressort principalement de l'analyse du portefeuille de la dette publique extérieure de l'État congolais, les indicateurs suivants :

Le ratio encours de la dette/PIB est de l'ordre de **98,5%,** soit respectivement 62% pour la dette extérieure et 23% pour la dette intérieure.

Le ratio de la VAN (Valeur Actualisée Nette) /PIB se situe à **69,27%,** soit 45,53 pour la dette extérieure et 23,74% pour la dette intérieure.

La charge des intérêts sur le PIB est de l'ordre de **1%** soit 1,6% pour la dette extérieure et 0,3% pour la dette intérieure.

Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille est estimé à **4%,** dont 2,9%pour la dette extérieure et 1,1 % pour la dette intérieure ;

Il faudrait en moyenne 5,6 ans pour rembourser/refinancer la totalité du portefeuille de la dette.

La courte maturité moyenne de vie (5,6 ans) s'explique par la courte maturité (5ans en moyenne) des emprunts obligataires et des prêts extérieurs des traders.

La durée moyenne de vie de la dette intérieure s'étend également sur une maturité de 4,7 ans, contre 6 ans pour la dette extérieure.

26,8% du portefeuille de la dette publique est à refinancer dans 1 an.

La durée de réfixation du taux d'intérêt de la dette extérieure et de la dette intérieure sont respectivement de 5,58 et 4,66 ans, pour un taux global de **5,28 ans**.

18,5% du portefeuille est assujetti aux variations des taux, parce que libellée en devises étrangères. Il s'agit exclusivement de la dette extérieure, toute la dette intérieure étant à taux fixe.

La dette libellée en devise étrangère représente **198,7**% des réserves de changes.

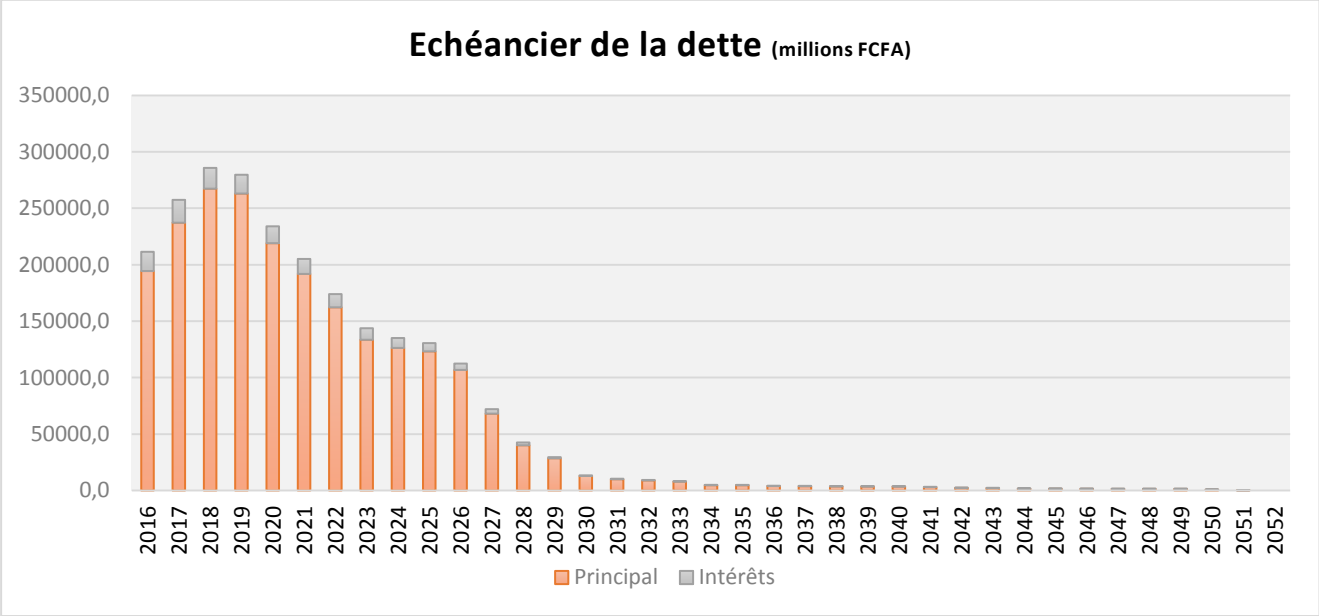
Les principales caractéristiques des coûts et risques dudit portefeuille sont illustrées dans le tableau ci-après :

Tableau 11 : INDICATEURS DE COUT ET RISQUES AU 31 DECEMBRE 2020

INDICATEURS DE ET COUTS RISQUES		DETTE EXTERIEURE	DETTE INTERIEURE	TOTAL
encours nominal (en million de XAF)		3 767 420	2 249 080	6 016 500
encours nominal (en million de USD))		6 987,691	4 171,352	11 159 043
encours nominal en % du PIB		62,2	37	98,5
Valeur actuelle en % du PIB		58,4	36,8	95,2
Coût de la dette	Intérêts en % PIB	1,1	0,5	1,6
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,8	1,4	1,7
Risque de refinancement	Part de la dette arrivant à Maturité à 1 an (en % du total)	8,9	6,5	15,4
	Part de la dette arrivant à Maturité à 1 an (en % du PIB)	9,02%	6,58%	15,59%
	Part de la dette à refixer dans 1 an (% du total)	53,5	17,6	40,1*
	ATM	6,5	3,8	5,5

	(ans)			
Risque de taux d'intérêt	ATR (ans)	4,9	3,8	4,5
	Part de la dette à taux d'intérêt Fixe (% du total)	51,6%	100%	69,7%
	Part de la dette à taux d'intérêt variable (% du total)	8%	0,00	8%
Risque de taux de change	Part de la dette libellée en devise (% du total)			84,3% dont 8,57% en Euro
	Dette libellée en devise (% des réserves)			198,7

** N'est pas une somme arithmétique mais représente la part à échoir dans un an du portefeuille total.*



Conclusion :

23. L'année 2020, première année du programme triennal soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC) signé avec le FMI en juillet 2019, a été marquée par la persistance de l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19.

L'année 2020, s'est caractérisée dans un premier temps par la poursuite des discussions avec le FMI dans le cadre du programme triennal soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC) signé en juillet 2019.Elle a été marquée aussi par la persistance de l'impact sanitaire, économique et social de la crise pandemique liée à la COVID-19.

Les effets de cette pandémie conjuguée aux externalités négatives de la conjoncture pétrolière sur l'économie nationale n'ont pas permis de mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre de la FEC qui consistait à ramener la valeur actualisée de la dette extérieure à 30% du PIB à l'horizon 2023, par la restructuration de la dette extérieure.

Sous la période en revue, des retards ont été constatés sur la restructuration de la dette tant avec les créanciers bilatéraux qu'avec les créanciers commerciaux, les traders pétroliers notamment.

Le plan global d'apurement de la dette intérieure n'a pu être mis en place dans les délais. Les remboursements qui se sont effectués dans le cadre du Club de Brazzaville ce sont faits en dehors d'un plan global d'apurement des arriérés domestiques formalisé.
La République du Congo et le FMI ont convenues dans le cadrage de novembre 2019 des hypothèses macroéconomiques qui permettent de constater que :

- Les recettes budgétaires pétrolières du Congo devraient diminuer de 20% en 2019 à 16% du PIB en 2023 ;

- La tendance à la baisse du PIB nominal rend d'autant plus difficile l'atteinte des objectifs de viabilité de la dette fixés par le FMI pour le Congo

L'ajustement budgétaire et l'assainissement des finances publiques sont au cœur des objectifs du programme avec le FMI. Des efforts ont été engagés pour augmenter les recettes non pétrolières et pour contenir les dépenses publiques.

Ces efforts budgétaires, conjugués à la hausse des revenus non-pétroliers et les financements concessionnels des partenaires du Congo ont pour objectifs de permettent au pays de reconstituer ses dépôts à la BEAC et de contribuer au renforcement des réserves régionales.

L'ambitieux ajustement budgétaire prévu par les autorités congolaises n'a pas suffi seul à restaurer la viabilité de la dette publique du pays en 2020. Il doit donc être accompagné d'une restructuration de la dette, qui doit également assurer le financement du programme via l'allègement du service de la dette. A cet égard, l'initiative pour la suspension du service de la dette (ISSD) du G20 a contribuée tant soit peu à l'allègement du service sous la période en revue.

Pour le FMI, la réduction attendue de la valeur actualisée de la dette extérieure est de 30% du PIB à l'horizon 2023. Cette réduction est à obtenir à travers la restructuration de la dette extérieure.

La stratégie de restructuration que la République à mise en place vise l'atteinte de cet objectif en 2023. Pour la dette extérieure, une cible de valeur actualisée de dette publique totale sur le PIB de 35% tel est l'objectif de restructuration,

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SMDT), différentes simulations ont été effectuées. Au regard des résultats de l'analyse comparée des indicateurs de coûts et risques respectifs, la stratégie privilégiant une politique de mobilisation des nouveaux financements axée sur les emprunts concessionnels et un recours prudent au marché intérieur permettant le développement du marché domestique des titres a été adopté comme étant la plus appropriée pour répondre de manière optimale aux objectifs annuels fixés par le Gouvernement.

La gestion de la dette pour l'année 2020 a été menée en fonction de cette stratégie. En effet, pour sortir de la situation actuelle de non viabilité de la dette publique, le recours à l'endettement a été piloté avec la prudence résultant de cette stratégie.

La gestion de la dette sous la période en revue, a été essentiellement marquée par la mise en œuvre de l'initiative pour la suspension du service de la dette (ISSD) du G20 et la poursuite des négociations en vue de la restructuration de la dette commerciale, celle des traders pétroliers notamment.

Dans ce contexte, les orientations stratégiques pour l'avenir restent à :

- Conclure l'accord de restructuration de la dette commerciale ;

- Continuer de mettre en œuvre le cadre commun pour le traitement de dette («Common Framework for Debt Treatments» du G20) pour la période allant du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021 ;

- Continuer à rechercher prioritairement des prêts concessionnels tout en respectant les critères de convergence de la CEMAC et retrouver les seuils de viabilité;

- Diversifier les sources de financement à travers le recours au financement sur le marché intérieur et sous régional ;

- Elaborer une stratégie de la dette qui détermine la structure appropriée du portefeuille de la dette permettant une meilleure gestion des risques ;

- Mettre en œuvre les conclusions des audits de la dette domestique et apurer les arriérés intérieurs ;

- Eviter la constitution de nouveaux arriérés ;

- Arrimer le cadre organisationnel de la gestion de la dette aux meilleurs standards internationaux.

ANNEXE 1 :

Dette publique : remboursement par catégorie de créanciers

Catégorie		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bilatéraux	Principal	13,55	45,77	59,20	104,44	153,72	141,70	136,04	171,07	118,31	143,00	198,63
	Intérêts	3,98	1,87	2,76	6,37	5,81	5,99	7,76	6,50	5,92	26,16	29,31
Multilatéraux	Principal	8,15	7,55	6,89	7,03	6,43	7,85	4,45	6,78	6,54	6,92	15,53
	Intérêts	2,38	1,77	1,35	1,11	0,89	0,93	1,06	2,08	2,21	3,03	5,30
Banques commerciales	Principal	12,66	5,57	2,69	6,84	8,89	10,68	13,46	15,49	15,54	15,95	15,27
	Intérêts	9,93	8,43	8,45	7,42	7,39	9,11	9,34	10,67	11,73	11,10	9,70
AFREXIM BANK	Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,23	52,25	35,93
	Intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,69	18,03	15,34	9,84
TRADERS	Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62,43	143,94	55,45	18,06
	Intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52,95	83,42	98,21	2,04
ENI CONGO	Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	897,40	0,00	0,00
	Intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOCIETES CHINOISES	Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24,08	4,55	32,78
	Intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21	1,59
DIVERS CREANCIERS	Principal	14,55	26,62	4,47	1,83	9,77	1,95	3,41	2,57	0,57	0,00	2,05
	Intérêts	1,49	0,68	1,81	0,30	0,24	0,17	0,02	0,10	0,07	0,00	0,10
Total Extérieur	Principal	48,91	85,51	73,25	120,14	178,81	162,18	157,36	258,34	1 242,61	278,13	318,25
	Intérêts	17,78	12,75	14,37	15,20	14,33	16,20	18,18	81,99	121,38	154,04	57,88
	Total	66,69	98,26	87,62	135,34	193,14	178,38	175,54	340,33	1 363,99	1 363,99	376,13
Total Intérieur	Principal	146,94	94,16	63,92	37,83	47,53	15,09	4,98	11,79	48,08	48,08	251,11
	Intérêts	0,15	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,81	23,94	20,81	17,69
	Total	147,09	94,22	63,92	37,83	47,53	15,09	4,98	24,60	72,02	68,89	268,80
Total Général	Principal	**195,85**	**179,67**	**137,17**	**157,97**	**226,34**	**177,27**	**162,34**	**270,13**	**1 290,69**	326,21	627,24
	Intérêts	**17,93**	**12,81**	**14,37**	**15,20**	**14,33**	**16,20**	**18,18**	**81,99**	**145,32**	174,86	75,57
	Total	**213,78**	**192,48**	**151,54**	**173,17**	**240,67**	**193,47**	**180,52**	**352,12**	**1 436,01**	501,07	702,81

ANNEXE 2 :

Dette publique : Encours par catégorie de créanciers et ventilation des arriérés

En Millions FCFA	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 en %
1- Encours Sans Arriérés												
Créanciers Officiels	**812 680,46**	**1 074 047,29**	**1 217 879,51**	**1 260 868,07**	**1 830 663,22**	**2 041 494,59**	**2 183 108,13**	**2 021 916,18**	**1884 095,98**	**2 117,35**	**1 918,96**	**0,49**
Bilatéraux	718 020,92	983 183,35	1 131 167,50	1 177 067,22	1 738 508,94	1 925 146,92	2 048 064,13	1 873 100,39	1 683 566,40	1 702,13	1 462,79	**0,37**
Chine	675 942,00	921 359,34	1 073 878,63	1 123 472,94	1 547 458,67	1 749 819,28	1 741 922,13	1 537 572,40	1 386 481,32	1 394,03	1 118,17	**0,28**
Autres	42 078,92	61 824,01	57 288,88	53 594,28	191 050,27	175 327,64	306 142,00	335 527,99	297 085,08	308,09	344,62	**0,09**
Multilatéraux	94 659,54	90 863,94	86 712,01	83 800,85	92 154,28	116 347,67	135 044,00	148 815,79	200 529,59	415,22	456,17	**0,12**
IDA	*41 629,33*	*44 002,22*	*45 179,54*	*47 972,39*	*56 513,59*	*65 802,74*	*73 016,00*	*72 451,56*	*94 768,16*	*110,95*	*131,20*	**0,03**
FAD	*5 543,05*	*5 543,05*	*5 543,05*	*5 543,07*	*5 543,02*	*13 095,63*	*8 971,00*	*12 144,86*	*13 472,23*	*16,37*	*16,37*	**0,01**
Autres	*47 487,16*	*41 318,67*	*35 989,43*	*30 285,39*	*30 097,67*	*37 449,30*	*53 057,00*	*64 219,37*	*92 289,19*	*287,89*	*287,89*	**0,08**
Créanciers privés	**246 345,30**	**238 545,27**	**230 737,60**	**212 955,38**	**230 665,83**	**244 342,59**	**239 332,59**	**1 536 222,86**	**1 565 155,62**	**1 425,76**	**1 073,79**	**0,33**
Banques commerciales ou Autres Inst. Financière	224 200,99	230 109,03	223 591,45	207 378,69	225 615,71	240 663,64	234 441,00	191 161,24	184 559,89	172,96	144,39	**0,04**
AFREXIM BANK								191 433,27	163 454,79	103,82	73,01	**0,02**
TRADERS								1 152 480,24	912 116,34	847,77	619,27	**0,19**
SOCIETES CHINOISES									305 024,61	301,21	237,12	**0,07**
Fournisseurs	22 144,31	8 436,25	7 146,16	5 576,70	5 050,12	3 678,94	4 891,59	1 148,12	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Total Encours sans arriérés Extérieurs	1 059 025,76	1 312 592,56	1 448 617,11	1 473 823,45	2 061 329,05	2 285 837,18	2 422 440,73	3 558 139,04	3 449 251,61	3 543,11	2 992,76	**0,81**
Total Encours sans arriérés Intérieure	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 236,00**	**764 304,00**	**716 228,00**	**821,65**	**890,68**	**0,19**
Total Encours sans arriérés	**1 059 025,76**	**1 312 592,56**	**1 448 617,12**	**1 473 823,45**	**2 061 329,05**	**2 285 837,18**	**2 634 676,73**	**4 322 443,04**	**4 165 479,61**	**4 364,76**	**3 883,11**	**1,00**
2- Arriérés (P + I)												
Créanciers Officiels	**79 844,00**	**79 795,00**	**78 276,80**	**82 859,00**	**82 609,00**	**82 459,00**	**150 065,86**	**134 905,86**	**138 740,54**	**190,58**	**119, 817**	**0,11**
Bilatéraux	79 844,00	79 795,00	78 276,80	82 859,00	82 609,00	82 459,00	145 244,00	130 703,00	131 908,49	181,78	119,817	**0,10**
ANGOLA	33 800,00	33 800,00	33 800,00	34 535,00	34 535,00	34 535,00	34 535,00	39 690,00	41 464,75	42,45	39, 039	**0,02**
FONDS ABU DHABI	9 164,00	9 164,00	8 632,00	9 619,00	9 619,00	9 619,00	12 858,00	11 889,00	12 667,42	13,19	12, 337	**0,01**
SFD	31 955,00	31 955,00	31 955,00	35 156,00	35 156,00	35 156,00	46 168,00	43 019,00	684,70	0,00	0,00	**0,00**
FONDS KOWEITIEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83,00	228,00	396,13	0,00	0,00	**0,00**
CHINE (PRETS GOUV.)									964,66	0,00	0,00	**0,00**
C2D	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 801,00	6 898,00	26 888,89	47,29	0,00	**0,03**
AFD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234,00	183,00	193,50	0,00	0,00	**0,00**
BRESIL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 439,00	15 438,00	24 015,01	30,51	25, 184	**0,02**
INDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	2 382,00	6 246,23	10,76	11, 429	**0,01**
BELFIUS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353,00	845,85	4,39	6, 184	**0,00**
ING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	674,00	1 555,60	10,67	4, 297	**0,01**
TURQUIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 036,74	12,57	1 2, 769	**0,01**
ANDRITZ HYDRO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,800	6, 800	6,800	5, 429,00	**3,84**
Dette Postale Africaine	*4 925,00*	*4 876,00*	*3 889,80*	*3,559,00*	*3,149,00*	*3,149,00*	*3,149,00*	*3,149,00*	*3,149,00*	*3,149,00*	*3,149,00*	**1,78**
Multilatéraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 821,86	4 202,86	6 832,05	8,80	0,00	**0,00**
BEI/CEE/FED	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440,00	1 217,00	1 999,62	2,78	0,00	**0,00**
BADEA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	354,00	1 014,00	1 602,56	1,85	0,00	**0,00**

BDEAC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 609,86	1 376,00	1 368,44	1 368,44	0 0,77
FIDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193,00	0,00	0,00	0,00 0,00
OPEP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	418,00	404,00	1 861,43	2,80	0 0,00
Créanciers privés	273 605,00	280 959,00	282 458,00	282 458,00	282 458,00	282 458,00	285 323,00	252 520,46	381 706,61	544,34	654,84 0,31
AFREXIM BANK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248,14	11,59	0 0,01
TRADERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 152,00	148 931,83	294,63	426,60 0,17
CMEC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 227,00	63 358,00	399,29	0,20	0, 0,00
CHINA STATE									544,06	7,49	0 0,00
COMMISIMPEX	*160 745,00*	*160 745,00*	*160 745,00*	*160 745,00*	*160 745,00*	*160 745,00*	*160 745,00*	*160 745,00*	*160 745,00*	*160,75*	*160,75* 0,09
TABET	*53 998,00*	*53 998,00*	*53 998,00*	*53 998,00*	*53 998,00*	*53 998,00*	*53 998,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00* 0,00
SNCF	*0,00*	*7 354,00*	*8 853,00*	*8 853,00*	*8 853,00*	*8 853,00*	*8 853,00*	*8 853,00*	*8 853,00*	*8,85*	*8,85* 0,01
INCOFI	*56 060,00*	*56 060,00*	*56 060,00*	*56 060,00*	*56 060,00*	*56 060,00*	*56 060,00*	*56 060,00*	*56,06*	*56,06*	*56,06* 0,03
AUTRES FOURNISSEURS	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 865,00*	*4 711,00*	*5 925,29*	*4,77*	*2,58* 0,00
Total Arriérés Extérieure	353 449,00	360 754,00	360 734,80	365 317,00	365 067,00	364 917,00	435 388,86	443 983,95	520 447,15	734,92	774 662 0,42
Arriérés Intérieure	153 048,00	102 471,00	428 137,00	421 469,00	393 383,00	385 660,00	185 114,00	1 094 379,00	1 093 912,48	1 035,23	1 358,403 0,58
Total Arriérés	506 497,00	463 225,00	788 871,80	786 786,00	758 450,00	750 577,00	620 502,86	1 538 362,95	1 614 359,63	1 770,15	2 133, 06 1,00
ENCOURS AVEC TOUS LES ARRIERES	**1 565 522,76**	**1 775 817,56**	**2 237 488,92**	**2 260 609,45**	**2 819 779,05**	**3 036 414,18**	**3 255 179,59**	**5 860 806,00**	**5 779 839,24**	**6 134,91**	**6 016,50 1,00**